

# PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FÉVRIER 2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT  
*GIRONDE*

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAUCATS

NOMBRE DE CONSEILLERS :

En exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 0

Votants : 16

Absents : 7

Date de convocation du Conseil Municipal : 18/02/2026

DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE  
APRÈS TRANSMISSION en PRÉFECTURE  
Et PUBLICATION

## SÉANCE ORDINAIRE DU 26 FÉVRIER 2026

L'An Deux Mille Vingt-six, le 26 février à 19 heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni dans la Salle du Conseil, en Mairie, sous la présidence de Madame Mélanie TICHANÉ, la Maire.

Présents : Mme TICHANÉ Mélanie, Mme GIRAUDEAU Isabelle, M. FAURE Christian, Mme RASTOLL Fabienne, M. DARMÉ Patrick, M. CLÉMENT Bruno, M. DELTEIL Bernard, Mme POUPON Bénédicte, M. PEYRACHE Samuel, Mme BALESDENS Jennifer, M. SAÏGHI Sylvain, Mme LAMEIRA Béatrice, M. LAROCHE Dominique, Mme DEBACHY Maryse, Mme BÉTILLE Lydia, M. LAOUILLEAU Didier.

Absents ayant donné pouvoir :

Absents : Mme PELLEVAULT Patricia, Mme ARTOLA Mirentxu M. PLACÉ Pascal, M. ROISIN Gaylord, Mme CHERGUI Sabrina, Mme LÉONARDI Gaëlla, Mme LACAMPAGNE Marie-Christine.

Secrétaire de séance : M. FAURE Christian.

## APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 22 DÉCEMBRE 2025

## DÉLIBÉRATION 2026-02-01 : BUDGET PRIMITIF 2026 – PRÉSENTATION ET ADOPTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

*Rapportrice : Mélanie TICHANÉ*

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2311-1 et suivants ;
- L'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes ;
- Le débat d'orientations budgétaires tenu préalablement ;

## Considérant

- La tenue des élections municipales en mars 2026 et l'installation du nouveau conseil municipal au plus tard fin mars / début avril ;
- Le délai contraint dont disposera la future équipe municipale pour élaborer un budget complet avant la période estivale ;
- La nécessité d'assurer la continuité et la stabilité du service public communal ;

## Expose

### 1. Une anticipation du budget de fonctionnement au service de la continuité démocratique

Dans un souci de responsabilité institutionnelle et de bonne administration, il a été décidé de proposer à l'adoption du conseil municipal le **budget primitif de fonctionnement** avant les élections municipales.

Cette démarche vise à **permettre à la future équipe municipale de se concentrer pleinement sur la définition et la mise en œuvre des investissements 2026**, sans être contrainte, dans un délai très court, de bâtir un budget de fonctionnement déjà largement composé de dépenses obligatoires et peu arbitrables.

Il est précisé que ce budget de fonctionnement constitue un **cadre stabilisé**, et qu'il **pourra faire l'objet d'ajustements après les élections** si de nouvelles dépenses devaient émerger ou si des orientations différentes étaient arrêtées par la nouvelle majorité.

### 2. Les grandes lignes du budget de fonctionnement

#### 2.1 Maîtrise de la masse salariale dans un contexte contraint

La masse salariale inscrite au budget primitif 2026 est en augmentation par rapport au BP 2025, évolution qui reste contenue au regard du contexte national et réglementaire.

Cette progression intègre notamment :

- Une **augmentation de 3 % des charges de retraite (CNRACL)** intervenue depuis 2025, appelée à se poursuivre en 2027 et 2028 ;
- Une hausse de **0,15 % au titre du FNAL – ruralité** ;
- La rémunération de **six agents recenseurs** en février 2026, année de recensement ;
- La prise en charge, pour un agent en disponibilité et un agent ayant quitté ses fonctions, des **indemnités chômage**, les fonctionnaires ne cotisant pas à l'assurance chômage, ces charges incombant directement à la collectivité.

La commune a fait le choix, tout au long du mandat, de **privilégier l'emploi statutaire**, afin de promouvoir la stabilité des équipes, la pérennité des compétences et un **rôle social fort de la collectivité envers ses agents**, leur permettant de se projeter durablement sur le territoire.

Quelques postes contractuels subsistent, et leur évolution relèvera des arbitrages de la prochaine majorité. Des départs à la retraite sont par ailleurs attendus dans un horizon d'**un à cinq ans**.

Enfin, fidèle à une politique volontariste en matière de formation et d'insertion professionnelle, la commune accueillera en 2026 **un nouvel apprenti**, après avoir déjà accompagné successivement un apprenti en animation, une apprentie en communication et une apprentie en ressources humaines.

À moyen terme, la masse salariale devrait ainsi évoluer plus modérément, sous l'effet principalement des avancements de carrière et des éventuelles revalorisations réglementaires (SMIC, point d'indice), les recrutements structurants ayant désormais été réalisés dans leur majorité.

## **2.2 Des charges de fonctionnement durablement impactées par le contexte économique**

Malgré les efforts constants de maîtrise des dépenses, la commune subit de plein fouet l'augmentation structurelle des coûts :

- **+ 24 % sur les dépenses d'eau depuis 2020 ;**
- **+ 125 % sur l'électricité ;**
- **+ 140 % sur le gaz ;**

Et ce, alors même que les consommations sont maîtrisées et que les **plans de réduction énergétique**, notamment à l'école et à la Ruche, ont produit des résultats tangibles.

La crise géopolitique en Ukraine et la hausse durable des tarifs énergétiques ont profondément modifié la structure des charges communales. Ces postes constituent désormais des dépenses contraintes majeures.

Par ailleurs, le renouvellement de certains marchés publics, notamment :

- L'entretien des locaux (marché renouvelé fin 2025) ;
- L'alimentation (marché en cours de renouvellement à l'été) ;

Entraîne mécaniquement une hausse des coûts, dans un contexte inflationniste marqué.

Dans ce cadre, la **rationalisation des achats**, la mise en concurrence systématique et la recherche du juste équilibre entre **qualité du service rendu et coût financier** demeurent les principaux leviers d'action, afin de préserver des **services publics de proximité efficaces et accessibles**.

## **2.3 Les recettes de fonctionnement : un contexte de stabilisation**

Côté recettes, la commune atteint désormais un **palier en matière de fiscalité**, les livraisons des derniers lotissements étant achevées. L'évolution future de ce poste reposera essentiellement sur la **revalorisation des bases**.

Il est rappelé que le conseil municipal a fait le choix de **ne pas augmenter les taux d'imposition au cours des deux dernières années**, considérant que l'augmentation des ressources communales ne saurait reposer exclusivement sur une hausse systématique de la fiscalité.

La prochaine majorité devra toutefois engager un travail fin avec les services fiscaux afin de **garantir une imposition juste et équitable** sur l'ensemble du territoire communal.

Les recettes liées aux services connaissent également une **baisse**, en lien avec la diminution du nombre d'enfants scolarisés.

Dans les années à venir, un effort accru devra être porté sur :

- La **recherche et l'optimisation des subventions** ;
- La sécurisation et la diversification des recettes communales.

## **2.4 Un travail stratégique engagé sur les voiries communales**

Un travail approfondi sera lancé dès 2026 sur le **recensement et la qualification des voiries communales**.

Les échanges avec les riverains et les services ont mis en évidence des situations parfois héritées d'usages anciens, concernant des voies entretenues par la commune sans être juridiquement communales, ou à l'inverse des voiries communales insuffisamment recensées.

Ces situations ont un **impact financier direct**, tant sur les charges d'entretien que sur les recettes, la **dotations globale de fonctionnement (DGF)** étant notamment indexée sur le linéaire de voiries communales déclaré.

Un inventaire précis permettra ainsi de sécuriser juridiquement et financièrement la situation de la commune.

## **3. Le budget d'investissement**

### **3.1 Le budget d'investissement : un budget volontairement allégé et sincère**

Le budget primitif d'investissement présenté cette année se veut **volontairement allégé**, compte tenu du contexte électoral.

Ce choix répond à une volonté claire : **laisser à la prochaine équipe municipale la capacité d'investir dès le début du mandat sur les grands enjeux structurants de la commune**, et ne pas figer en amont des décisions qui relèvent pleinement du futur exécutif.

Il apparaît en effet essentiel que l'intégralité du budget d'investissement ne soit pas construite avant les élections, afin que de **réelles décisions politiques et stratégiques puissent être prises avec le nouveau conseil municipal**, dans une logique de responsabilité démocratique.

### **3.2 Une présentation en suréquilibre rendue possible par la nomenclature M57**

L'année 2026 marque une évolution notable dans la présentation du budget d'investissement : celui-ci est présenté **en suréquilibre**, conformément aux possibilités offertes par la nouvelle nomenclature

comptable M57.

Ce choix repose sur deux éléments majeurs :

- **Désormais, le cadre comptable le permet**, contrairement à l'ancienne nomenclature M14.
- **Cette présentation permet une lecture plus sincère et plus lisible du budget**, en évitant l'inscription de dépenses fictives uniquement destinées à équilibrer artificiellement les recettes.

La présentation en suréquilibre ne traduit donc pas un excédent réel disponible, mais vise à **ne pas fausser la lecture budgétaire** en inscrivant des opérations qui ne seraient pas engagées à court terme.

Ainsi, il est désormais possible de présenter :

- Un budget **équilibré en fonctionnement**,
- Et un budget **présenté en suréquilibre en investissement**, sans remettre en cause l'équilibre financier global de la commune.

### **3.3 Un suréquilibre apparent fondé sur des recettes fléchées et identifiées**

Il est précisé que ce suréquilibre constitue un **suréquilibre « apparent »**, les recettes inscrites étant **fléchées pour permettre la prise en charge des premiers investissements de l'année** et correspondant à des ressources identifiées dans le cadre des grands projets de mandat.

Ces recettes comprennent notamment :

- Le **reliquat d'emprunt** qui apparaîtra au compte administratif 2025 ;
- Des **cessions foncières**, telles que celles prévues dans le cadre du traité de concession du centre-bourg ;
- La **cession à venir des terrains de tennis**, programmée sur le prochain exercice.

Ces leviers financiers avaient été conçus dès l'origine pour accompagner le financement des grands projets structurants de la commune.

### **3.4 Des dépenses d'investissement ciblées et déjà arbitrées**

Le budget primitif d'investissement 2026 intègre principalement :

- Les **dépenses habituelles et récurrentes** de la section d'investissement ;
- Des **dépenses déjà arbitrées en fin d'année précédente**.

À ce titre, est notamment inscrit le **remboursement du capital de la dette**, à hauteur d'environ **240 k€** ;

La trajectoire d'endettement est par ailleurs appelée à s'améliorer dès l'an prochain, avec :

- › Le remboursement intégral de l'emprunt lié au tracteur,
- › Puis l'extinction d'un autre emprunt en 2029, permettant à la commune de **reconstituer des capacités d'emprunt** au cours du prochain mandat, si le besoin s'en faisait sentir.

### 3.5 La Maison des associations : opération structurante du budget d'investissement

La part la plus significative des dépenses d'investissement concerne le projet de **Maison des associations**.

Sont inscrites à ce titre :

- Les dépenses liées à la **maîtrise d'œuvre**, la procédure de marché ayant été lancée début février ;
- Des crédits permettant d'aboutir à une **désignation avant l'été**, en vue d'un **démarrage des travaux à la rentrée de septembre**.

Par ailleurs, des **travaux déjà engagés avec le SDEEG**, dans le cadre de réparations ou de modernisation des réseaux, figurent également au budget.

### 3.6 Nouvelles dépenses et marges d'arbitrage pour la prochaine mandature

Quelques nouvelles dépenses sont également prévues, de manière ciblée :

- **Le lancement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)** pour accompagner le projet d'aménagement de la cour d'école, projet porté par l'école en étroite collaboration avec la commune, issu d'une réflexion engagée dans le cadre d'un projet de classement prioritaire, et appelé à se déployer sur **deux à trois ans** ;
- **L'acquisition de matériel pour les services techniques**, afin de garantir des conditions de travail adaptées et sécurisées ;
- **L'achat de petit matériel divers** pour les services municipaux.

Les autres demandes formulées par les services feront l'objet d'**arbitrages par la prochaine mandature**, étant rappelé que **l'essentiel du budget d'investissement à venir sera prioritairement orienté vers le financement des opérations liées à la Maison des associations**.

**Il est proposé au Conseil municipal :**

- **D'adopter le budget primitif 2026**, tel que présenté, comprenant :
  - › Le budget de fonctionnement,
  - › Le budget d'investissement ;
- De préciser que le budget de fonctionnement pourra faire l'objet d'ajustements post-électorales si nécessaire ;
- D'autoriser Madame la Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la présente délibération.

## 4. Le budget primitif de la commune

### 4.1 Le budget de fonctionnement

#### 4.1.1 Les recettes de fonctionnement

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT                           |   | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL               |
|--|---|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| 013  | Atténuations de charges                   | -                        | 2 650,00                  | 2 650,00            |
| 70   | Prod. services, domaine, ventes diverses  | -                        | 360 200,00                | 360 200,00          |
| 73   | Impôts et taxes                           | -                        | 508 960,00                | 508 960,00          |
| 731  | Fiscalité locale                          | -                        | 1 674 860,00              | 1 674 860,00        |
| 74   | Dotations et participations               | -                        | 655 763,00                | 655 763,00          |
| 75   | Autres produits de gestion courante       | -                        | 11 037,00                 | 11 037,00           |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b>        |   | -                        | <b>3 213 470,00</b>       | <b>3 213 470,00</b> |
| 76   | Produits financiers                       | -                        | -                         | -                   |
| 77   | Produits spécifiques                      | -                        | 100,00                    | 100,00              |
| 78   | Reprises amort., dépréciations, prov.     | -                        | 210,00                    | 210,00              |
| <b>TOTAL DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>  |   | -                        | <b>3 213 780,00</b>       | <b>3 213 780,00</b> |
| 042  | Opérations ordre transf. entre sections   | -                        | -                         | -                   |
| 043  | Opérations ordre intérieur de la section  | -                        | -                         | -                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>  |   | -                        | -                         | -                   |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT - TOTAL</b>            |   | -                        | <b>3 213 780,00</b>       | <b>3 213 780,00</b> |
| <b>R002</b>  | <b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ</b> |                          |                           | -                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULÉES</b> |   |                          |                           | <b>3 213 780,00</b> |

#### 4.1.2 Les dépenses de fonctionnement

| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT                          |  | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL               |
|---|--|--------------------------|---------------------------|---------------------|
| 011   | Charges à caractère général              | -                        | 1 000 056,00              | 1 000 056,00        |
| 012   | Charges de personnel et frais assimilés  | -                        | 1 832 397,00              | 1 832 397,00        |
| 014   | Atténuations de produits                 | -                        | 2 000,00                  | 2 000,00            |
| 65  | Autres charges de gestion courante       | -                        | 182 186,00                | 182 186,00          |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE GESTION COURANTE</b>       |  | -                        | <b>3 016 639,00</b>       | <b>3 016 639,00</b> |
| 66  | Charges financières                      | -                        | 53 010,00                 | 53 010,00           |
| 67  | Charges spécifiques                      | -                        | 100,00                    | 100,00              |
| 68  | Dotations aux provisions, dépréciations  | -                        | 220,00                    | 220,00              |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b> |  | -                        | <b>3 069 969,00</b>       | <b>3 069 969,00</b> |
|   |  |                          |                           |                     |
| 023   | Virement à la section d'investissement   | -                        | 127 311,00                | 127 311,00          |
| 042   | Opérations ordre transf. entre sections  | -                        | 16 500,00                 | 16 500,00           |
| 043   | Opérations ordre intérieur de la section | -                        | -                         | -                   |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b> |  | -                        | <b>143 811,00</b>         | <b>143 811,00</b>   |
|   |  |                          |                           |                     |
| <b>D002</b>   | <b>DÉFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ</b> |                          |                           | <b>-</b>            |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>         |  |                          |                           | <b>3 213 780,00</b> |

#### 4.2 Le budget d'investissement

##### 4.2.1 Les recettes d'investissement

| RECETTES D'INVESTISSEMENT                           |  | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 13  | Subventions d'équipement                       |                          | 148 233,00                | 148 233,00        |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées                  |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ÉQUIPEMENT</b>              |  | -                        | <b>148 233,00</b>         | <b>148 233,00</b> |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves            |                          | 155 002,00                | 155 002,00        |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés        |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES FINANCIÈRES</b>               |  | -                        | <b>155 002,00</b>         | <b>155 002,00</b> |
| 45  | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | <b>303 235,00</b>         | <b>303 235,00</b> |
|   |  |                          |                           |                   |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement       |                          | 127 311,00                | 127 311,00        |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations        |                          | 505 000,00                | 505 000,00        |
| 040   | Opérations d'ordre de transfert entre sections |                          | 16 500,00                 | 16 500,00         |
| 041   | Opérations patrimoniales                       |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | <b>648 811,00</b>         | <b>648 811,00</b> |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL</b>            |  |                          |                           | <b>952 046,00</b> |
|   |  |                          |                           |                   |
| <b>R001</b>   | <b>EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ</b>       |                          |                           | <b>-</b>          |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES</b> |  |                          |                           | <b>952 046,00</b> |

## 4.2.2 Les dépenses d'investissement

| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT                           |  | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 20  | Immobilisations incorporelles                  |                          | 33 106,16                 | 33 106,16         |
| 204   | Subventions d'équipement versées               |                          | 24 604,03                 | 24 604,03         |
| 21  | Immobilisations corporelles                    |                          | 55 964,26                 | 55 964,26         |
| 23  | Immobilisations en cours                       |                          | 214 463,00                | 214 463,00        |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT</b>              |  | -                        | <b>328 137,45</b>         | <b>328 137,45</b> |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées                  |                          | 253 837,21                | 253 837,21        |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES FINANCIÈRES</b>               |  | -                        | <b>253 837,21</b>         | <b>253 837,21</b> |
| 45  | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | <b>581 974,66</b>         | <b>581 974,66</b> |
|   |  |                          |                           |                   |
| 040   | Opérations ordre transf. entre sections        |                          | -                         | -                 |
| 041   | Opérations patrimoniales                       |                          | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | -                         | -                 |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL</b>            |  | -                        | <b>581 974,66</b>         | <b>581 974,66</b> |
|   |  |                          |                           |                   |
| <b>D001</b>   | <b>DÉFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ</b>        |                          |                           | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES</b> |  |                          |                           | <b>581 974,66</b> |

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'adopter** le budget primitif 2026, tel que présenté ci-dessus, comprenant :
  - › Le budget de fonctionnement,
  - › Le budget d'investissement ;
- ✓ **De préciser** que le budget de fonctionnement pourra faire l'objet d'ajustements post-électorales si nécessaire ;
- ✓ **D'autoriser** Madame la Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la présente délibération.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

### Commentaires et questions :

Néant

### DÉLIBÉRATION 2026-02-02 : BUDGET PRIMITIF 2026 – EAU & ASSAINISSEMENT

*Rapportrice : Mélanie TICHANÉ*

Madame la Maire demande de bien vouloir voter le budget primitif « eau et assainissement » 2026, qui s'équilibre de la façon suivante :

## 1. Section d'exploitation

### 1.1 Recettes d'exploitation

| RECETTES D'EXPLOITATION                           |  | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 013   | Atténuations de charges                      | -                        | -                         | -                 |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations       | -                        | 265 000,00                | 265 000,00        |
| 73  | Produits issus de la fiscalité               | -                        | -                         | -                 |
| 74  | Subventions d'exploitation                   | -                        | -                         | -                 |
| 75  | Autres produits de gestion courante          | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b> |  | -                        | 265 000,00                | 265 000,00        |
| 76  | Produits financiers                          | -                        | -                         | -                 |
| 77  | Produits spécifiques                         | -                        | -                         | -                 |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations     | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'EXPLOITATION</b>  |  | -                        | 265 000,00                | 265 000,00        |
|   |  |                          |                           |                   |
| 042   | Opérations d'ordre transferts entre sections | -                        | 71 600,00                 | 71 600,00         |
| 043   | Opération d'ordre intérieur de la section    | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'EXPLOITATION</b>  |  | -                        | 71 600,00                 | 71 600,00         |
|   |  |                          |                           |                   |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION - TOTAL</b>            |  | -                        | 336 600,00                | 336 600,00        |
|   |  |                          |                           |                   |
| <b>R002</b>                                       | <b>RÉSULTAT REPORTÉ OU ANTICIPÉ</b>          |                          |                           | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULÉES</b> |  |                          |                           | <b>336 600,00</b> |

### 1.2 Dépenses d'exploitation

| DÉPENSES D'EXPLOITATION                           |   | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|---|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 011   | Charges à caractère général                 | -                        | 53 000,00                 | 53 000,00         |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés       | -                        | -                         | -                 |
| 014   | Atténuations de produits                    | -                        | -                         | -                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante          | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> |   | -                        | 53 000,00                 | 53 000,00         |
| 66  | Charges financières                         | -                        | 7 000,00                  | 7 000,00          |
| 67  | Charges spécifiques                         | -                        | -                         | -                 |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciations   | -                        | -                         | -                 |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés       | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'EXPLOITATION</b>  |   | -                        | 60 000,00                 | 60 000,00         |
|   |   |                          |                           |                   |
| 023   | Virement à la section d'investissement      | -                        | 137 590,00                | 137 590,00        |
| 042   | Opérations d'ordre transfert entre sections | -                        | 139 010,00                | 139 010,00        |
| 043   | Opérations d'ordre intérieur de la section  | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE D'EXPLOITATION</b>  |   | -                        | 276 600,00                | 276 600,00        |
|   |   |                          |                           |                   |
| <b>DÉPENSES D'EXPLOITATION - TOTAL</b>            |   | -                        | 336 600,00                | 336 600,00        |
|   |   |                          |                           |                   |
| <b>D002</b>                                       | <b>RÉSULTAT REPORTÉ OU ANTICIPÉ</b>         |                          |                           | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION CUMULÉES</b> |   |                          |                           | <b>336 600,00</b> |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Recettes d'investissement

| RECETTES D'INVESTISSEMENT                           |   | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|---|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 13  | Subventions d'investissement                | -                        | -                         | -                 |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées               | -                        | -                         | -                 |
| 20  | Immobilisations incorporelles               | -                        | -                         | -                 |
| 21  | Immobilisations corporelles                 | -                        | -                         | -                 |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation       | -                        | -                         | -                 |
| 23  | Immobilisation en cours                     | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ÉQUIPEMENT</b>              |   | -                        | -                         | -                 |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves         | -                        | -                         | -                 |
| 106   | Réserves                                    | -                        | -                         | -                 |
| 165   | Dépôt et cautionnements reçus               | -                        | -                         | -                 |
| 18  | Compte de liaison : affectation             | -                        | -                         | -                 |
| 26  | Participation et créances rattachées        | -                        | -                         | -                 |
| 27  | Autres immobilisations financières          | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>  |   | -                        | -                         | -                 |
| 021   | Virement de la section d'exploitation       | -                        | 137 590,00                | <b>137 590,00</b> |
| 040   | Opérations d'ordre transfert entre sections | -                        | 139 010,00                | <b>139 010,00</b> |
| 041   | Opérations patrimoniales                    | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>  |   | -                        | <b>276 600,00</b>         | <b>276 600,00</b> |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL</b>            |   | -                        | <b>276 600,00</b>         | <b>276 600,00</b> |
| <b>R001</b>   | <b>RÉSULTAT REPORTÉ OU ANTICIPÉ</b>         |                          |                           | -                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES</b> |   |                          |                           | <b>276 600,00</b> |

### 2.2 Dépenses d'investissement

| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT                           |  | RESTES À RÉALISER<br>N-1 | PROPOSITIONS<br>NOUVELLES | TOTAL             |
|---|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| 20  | Immobilisations incorporelles              | -                        | -                         | -                 |
| 21  | Immobilisations corporelles                | -                        | -                         | -                 |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation      | -                        | -                         | -                 |
| 23  | Immobilisations en cours                   | -                        | 155 000,00                | <b>155 000,00</b> |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT</b>              |  | -                        | <b>155 000,00</b>         | <b>155 000,00</b> |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves        | -                        | -                         | -                 |
| 13  | Subventions d'investissement               | -                        | -                         | -                 |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées              | -                        | 50 000,00                 | <b>50 000,00</b>  |
| 18  | Compte de liaison : affectation            | -                        | -                         | -                 |
| 26  | Participation et créances rattachées       | -                        | -                         | -                 |
| 27  | Autres immobilisations financières         | -                        | -                         | -                 |
| 020   | Dépenses imprévues                         | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | <b>205 000,00</b>         | <b>205 000,00</b> |
| 040   | Opération d'ordre transfert entre sections | -                        | 71 600,00                 | <b>71 600,00</b>  |
| 041   | Opérations patrimoniales                   | -                        | -                         | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>  |  | -                        | <b>71 600,00</b>          | <b>71 600,00</b>  |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL</b>            |  | -                        | <b>276 600,00</b>         | <b>276 600,00</b> |
| <b>D001</b>   | <b>RÉSULTAT REPORTÉ OU ANTICIPÉ</b>        |                          |                           | -                 |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULÉES</b> |  |                          |                           | <b>276 600,00</b> |

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'adopter** le budget primitif 2026, tel que présenté ci-dessus, comprenant :
  - › Le budget de fonctionnement,
  - › Le budget d'investissement ;
- ✓ **De préciser** que le budget de fonctionnement pourra faire l'objet d'ajustements post-électoraux si nécessaire ;
- ✓ **D'autoriser** Madame la Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la présente délibération.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

**Commentaires et questions :**

*Néant*

**DÉLIBÉRATION 2026-02-03 : FONGIBILITÉ DES CRÉDITS**

**Rapporteur : Christian FAURE**

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités territoriales les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant ainsi une plus grande marge de manœuvre et souplesse budgétaire aux gestionnaires, et notamment en matière de fongibilité des crédits.

**Vu**

- L'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, ainsi que l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales et du ministre de l'Action et des Comptes publics du 20 décembre 2018, relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,
- L'article L.5217-10-6 du CGCT qui expose que « dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel », dans ce cas « l'assemblée délibérante est informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance »,

**Considérant**

- Que la collectivité a adopté par la délibération 2021-12-005 du Conseil municipal du 15 décembre 2021 la nomenclature à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et que cette norme comptable s'est appliquée à tous les budgets de la Ville,

### **Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir**

- Autoriser Madame la Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, **dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections**, taux maximal autorisé,
- Donner pouvoir à Madame la Maire à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** Madame la Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, taux maximal autorisé.
- ✓ **De Donner** pouvoir à Madame la Maire à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

### **Commentaires et questions :**

*Néant*

### **DÉLIBÉRATION 2026-02-04 : REMBOURSEMENT DE FRAIS À UNE ÉLUE**

*Rapporteur : Christian FAURE*

Madame Maryse DEBACHY, élue de la collectivité, a procédé, sur ses deniers personnels, à l'achat de fournitures alimentaires destinées aux administrés victimes de la tempête NILS.

Le montant total des dépenses engagées s'élève à 25,04 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le remboursement de cette avance de frais, effectuée pour le compte de la collectivité, sur présentation des justificatifs correspondants.

Le Conseil municipal est amené à en délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** le remboursement de cette avance de frais.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

### Commentaires et questions :

*Mélanie TICHANÉ remercie l'investissement des élus lors de la dernière tempête, qui a permis de mettre en place une véritable solidarité auprès des sinistrés. La dernière habitante de Saucats a été réalimentée en électricité samedi dernier.*

*Bruno CLÉMENT précise 90 % des clients Enedis ont été réalimentés dans un délai de 12 heures, alors que l'engagement habituel est de 48 heures. Les équipes ont fait preuve d'une grande réactivité, notamment en raison d'interventions sur des lignes moyenne tension. À ce jour, plus de 500 personnes restent encore privées d'électricité en Gironde.*

### DÉLIBÉRATION 2026-02-05 : INSTAURATION DU COMPLÉMENT INDÉMNITAIRE ANNUEL (CIA) – PART VARIABLE DU RIFSEEP

Rapportrice : Mélanie TICHANÉ

Le Conseil municipal,

Vu

- Le Code général de la fonction publique, et notamment son article **L712-7** relatif au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
- Le décret n° **91-875 du 6 septembre 1991** portant dispositions relatives au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° **2014-513 du 20 mai 2014** instituant le **Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)** ;
- La délibération du Conseil municipal du 3 juillet 2025 fixant les principes généraux du RIFSEEP applicable aux agents de la commune de Saucats ;
- L'avis du **Comité Social Territorial (CST)** en date du 27 janvier 2026 ;

Considérant

- La volonté de la commune de reconnaître l'engagement professionnel de ses agents et de valoriser l'atteinte des objectifs fixés lors des entretiens professionnels annuels ;
- Qu'il convient d'instaurer un **Complément indemnitaire annuel (CIA) valorisant la mobilisation au service de l'intérêt général** et fondé sur l'évaluation des résultats et de la manière de servir des agents, en complément de l'IFSE déjà mise en place ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

#### **Article 1 – Institution du Complément indemnitaire annuel**

Il est institué, au bénéfice des agents titulaires et contractuels de la commune de Saucats relevant des cadres d'emplois pour lesquels le RIFSEEP a été adopté, un **Complément indemnitaire annuel (CIA)** destiné à reconnaître l'engagement professionnel, la performance et la qualité du service rendu.

Le CIA constitue la **part variable** du régime indemnitaire. Il est attribué **individuellement** par l'autorité territoriale, **sans caractère automatique ni reconductible**.

## Article 2 – Objectifs du dispositif

Le CIA vise à :

- Valoriser la **qualité du service rendu** et la **mobilisation professionnelle** ;
- Encourager l'**atteinte des objectifs** fixés lors de l'entretien professionnel annuel ;
- Reconnaître l'**implication personnelle**, la **polyvalence** et la **participation au collectif** ;
- Renforcer la **culture de la performance publique** dans le respect des valeurs du service public.

## Article 3 – Conditions d'éligibilité

Peuvent bénéficier du CIA :

- Les agents titulaires et contractuels relevant d'un cadre d'emplois soumis au RIFSEEP ;
- Les agents titulaires et contractuels ayant été recrutés depuis **au moins six mois** au cours de l'année considérée ;
- Les agents titulaires et contractuels ayant fait l'objet d'un **entretien professionnel annuel** permettant d'apprécier l'atteinte des objectifs.

## Article 4 – Critères d'attribution

L'attribution du CIA repose sur :

- Le **degré d'atteinte des objectifs** fixés lors de l'entretien professionnel ;
- La **manière de servir**, la qualité du travail et l'investissement personnel ;
- La **participation aux projets collectifs** du service ou de la collectivité.

Une **grille de modulation** permet d'objectiver la décision, selon le niveau d'engagement constaté :

| Niveau | Intitulé          | Définition   | Modulation CIA | Repères pour l'évaluateur  |
|--------|-------------------|--|----------------|--|
| N1     | Excellent         | Agent très autonome, implication forte et régulière, résultats dépassant nettement les attentes                  | 100 %          | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Travail solide, autonomie maîtrisée</li> <li>– Initiatives structurantes</li> <li>– Pas d'alerte de fiabilité</li> <li>– Force de proposition réelle</li> </ul>   |
| N2     | Très satisfaisant | Agent globalement performant et fiable, mais présentant ponctuellement des limites ou un besoin de cadrage léger | 75 %           | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Respect global des délais et priorités</li> <li>– Quelques manques d'anticipation</li> <li>– Besoin occasionnel de reformulation ou d'encadrement</li> <li>– Implication variable selon les périodes</li> </ul> |

|           |                                      |   |             |  |
|-----------|--------------------------------------|---|-------------|--|
| <b>N3</b> | <b>Satisfaisant</b>                  | Agent qui remplit les missions essentielles mais dont les résultats, l'autonomie ou l'implication peuvent être inégaux selon les sujets | <b>50 %</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Missions principales remplies</li> <li>- Connaissances générales adéquates</li> <li>- Dépendance notable à l'accompagnement hiérarchique</li> <li>- Qualité du service parfois irrégulière</li> <li>- Manque de constance dans la mobilisation</li> <li>- Difficulté à prioriser ou à gérer les imprévus</li> </ul> |
| <b>N4</b> | <b>À développer<br/>À consolider</b> | Missions partiellement remplies ; connaissances encore élémentaires ; besoin d'accompagnement fréquent                                  | <b>25 %</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombreuses consignes à réexpliquer</li> <li>- Résultats hétérogènes</li> <li>- Investissement professionnel à renforcer</li> </ul>  |
| <b>N5</b> | <b>Insuffisant</b>                   | Engagement ou résultats déficients ; missions non atteintes malgré cadrage ; impact négatif sur le service                              | <b>0 %</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectifs non remplis</li> <li>- Absence d'implication ou attitude problématique</li> <li>- Manquements répétés</li> <li>- Dysfonctionnements créant des perturbations dans l'équipe</li> </ul>   |

#### Article 5 – Montant et versement

Les montants maximaux du CIA sont fixés comme suit :

| Catégorie | Groupes de fonction |  | Montant maximal annuel | Versement indicatif  |
|-----------|---------------------|--|------------------------|----------------------|
| A         | Groupes 1, 2 et 3   | DGS, DGA, Responsable de Pôle  | 150 €                  | Jusqu'à 150 € par an |
| B         | Groupe 1            | Responsable de Pôle  |                        |                      |
| A         | Groupe 4            | Adjoint au Responsable de Pôle   | 125 €                  | Jusqu'à 125 € par an |
| B         | Groupes 2 et 3      | Adjoint au Responsable de Pôle, Poste à forte technicité et autonomie  |                        |                      |
| C         | Groupes 1, 2 et 3   | Poste à forte technicité, responsabilité et autonomie, Adjoint au Responsable de Pôle, Encadrement de proximité, Directeur de structures |                        |                      |
| C         | Groupe 4            | Agent d'exécution  | 100 €                  | Jusqu'à 100 € par an |

Le CIA peut être versé **en une ou deux fractions** par an.

En cas d'absence prolongée, **l'autorité territoriale apprécie**, au regard de la période effectivement travaillée et des éléments observables de l'engagement professionnel, **le niveau de CIA pouvant être attribué**, sans automaticité ni proratisation mécanique.

#### **Article 6 – Modalités de mise en œuvre**

L'attribution du CIA est décidée chaque année par l'autorité territoriale, sur proposition de la Direction générale et des Responsables de Pôle, à partir des éléments recueillis lors des entretiens professionnels.

Une **note de cadrage interne** précise les critères d'appréciation et garantit l'équité et la traçabilité des évaluations.

#### **Article 7 – Suivi et évaluation**

Un **bilan annuel** des attributions du CIA (répartition, taux moyen, effectifs concernés) sera présenté au Comité Social Territorial, afin d'assurer la transparence et la cohérence du dispositif.

#### **Article 8 – Entrée en vigueur**

La présente délibération prendra effet à compter de l'année de référence **2025**, pour une première attribution au titre de l'exercice **2026**.

#### **Article 9 – Exécution**

Madame la Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'État dans le département et publiée selon les modalités en vigueur.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** la mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) conformément aux conditions citées dans les articles ci-dessus.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

#### **Commentaires et questions :**

*Néant*

**DÉLIBÉRATION 2026-02-06 : RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À UN BESOIN LIÉ À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ**

*Rapportrice : Mélanie TICHANÉ*

**Vu**

- Le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-2° autorisant le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois sur une période consécutive de douze mois, renouvellement compris.

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de renforcer le service Enfance Jeunesse de la Commune durant les vacances scolaires,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- La création au tableau des effectifs d'un emploi non permanent d'adjoint territorial d'animation pour un accroissement saisonnier d'activité à temps complet pour une durée hebdomadaire d'emploi de 35 heures,
- La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 367 indice majoré 366,
- La dépense correspondante sera inscrite au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 27 février 2026.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **De Créer** au tableau des effectifs un emploi non permanent d'adjoint territorial d'animation pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité, à temps complet, pour une durée hebdomadaire de 35 heures ;
- ✓ **De Fixer** la rémunération par référence à l'indice brut 367, indice majoré 366 ;
- ✓ **D'Inscrire** la dépense correspondante au budget.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

**Commentaires et questions :**

*Néant*

**DÉLIBÉRATION 2026-02-07 : MODALITÉS DE RÉALISATION ET DE RÉMUNÉRATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET HEURES COMPLÉMENTAIRES**

*Rapportrice : Mélanie TICHANÉ*

## **Vu**

- Le Code général de la fonction publique,
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif au régime des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires,

## **Considérant**

- Que certains agents de la collectivité peuvent être amenés à réaliser des heures supplémentaires, à la demande du Maire ou du responsable de pôle en raison des nécessités de services.

Sont concernés les agents stagiaires, titulaires et non titulaires de droit public exerçant à temps complet, temps non complet ou à temps partiel, de catégorie C et B relevant des cadres d'emploi suivants :

- Administrative : rédacteurs et adjoints administratifs
- Technique : techniciens, agents de maîtrise, adjoints techniques
- Animation : animateurs et adjoints d'animation
- Culturelle : assistants de conservation du patrimoine et adjoints du patrimoine
- Sociale : ATSEM et agents sociaux

## **Condition d'attribution**

Le nombre d'heures supplémentaires que peut réaliser un agent à temps complet chaque mois est limité à 25 heures. Pour un agent à temps non complet, le nombre d'heures complémentaires effectuées ne peut conduire au dépassement de 35 heures hebdomadaires (les heures éventuellement effectuées au-delà relevant du régime des heures supplémentaires).

Les heures supplémentaires effectuées seront prioritairement récupérées sous forme d'un repos compensateur selon les nécessités de service et à défaut de récupération, le paiement des heures supplémentaires et des heures complémentaires sera soumis à la production d'un état mensuel nominatif constatant le nombre d'heures effectuées et les conditions de réalisation de celles-ci.

Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la collectivité.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'approuver** les modalités de réalisation et de rémunération des heures supplémentaires et heures complémentaires comme citées ci-dessus.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

### Commentaires et questions :

Néant

### DÉLIBÉRATION 2026-02-08 : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR – RÉFECTION DE LA TOITURE DE L'ÉGLISE COMMUNALE

Rapporteur : Bruno CLÉMENT

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi de finances en vigueur et les dispositions relatives à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ;

#### **Considérant**

- Que **l'église communale constitue un élément majeur du patrimoine bâti de la commune** et un édifice emblématique au cœur de la vie locale ;
- Que **la toiture présente un état d'usure avancé** caractérisé par la présence de mousses, de végétation et de tuiles détériorées, générant un risque d'infiltrations et compromettant la conservation du bâtiment ;
- La **nécessité d'engager des travaux de réfection** afin de garantir la mise hors d'eau de l'édifice, d'assurer la sécurité des usagers et de préserver durablement le patrimoine communal ;
- Que les travaux envisagés comprennent notamment :
  - › Le démoussage intégral de la couverture, incluant le grattage des tuiles et l'application d'un traitement anti-mousse ;
  - › Le remaniage de la toiture avec remplacement des tuiles cassées ou défectueuses ;
  - › La mise en place d'un échafaudage avec sécurisation du chantier ;
  - › L'utilisation d'un engin de levage spécifique ;
  - › L'enlèvement de la végétation présente sur la couverture ;
- Que le coût total de l'opération s'élève à **41 248,00 € HT**, soit **49 497,60 € TTC**, conformément au devis établi par l'entreprise spécialisée retenue ;
- Que cette opération est éligible à un financement au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ;

#### **Il est proposé au Conseil municipal :**

- **D'Approuver** le projet de réfection de la toiture de l'église communale pour un montant total de 41 248,00 HT ;
- **De Solliciter** une subvention au titre de la DETR à hauteur de **50 % du montant HT**, soit **20 624,00 €** ;
- **D'Arrêter** le plan de financement prévisionnel comme suit :
  - DETR (50 %) : 20 624,00 €
  - Autofinancement communal : 20 624,00 €
- **D'Autoriser** Madame la Maire à signer tout document relatif à cette demande de subvention et à engager les démarches nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- **De Préciser** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal de l'exercice en cours.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Approuver** le projet de réfection de la toiture de l'église communale pour un montant total de 41 248,00 HT ;
- ✓ **De Solliciter** une subvention au titre de la DETR à hauteur de **50 % du montant HT, soit 20 624,00 €** ;
- ✓ **D'Arrêter** le plan de financement prévisionnel comme suit :
  - DETR (50 %) : 20 624,00 €
  - Autofinancement communal : 20 624,00 €
- ✓ **D'Autoriser** Madame la Maire à signer tout document relatif à cette demande de subvention et à engager les démarches nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- ✓ **De Préciser** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal de l'exercice en cours.

Pour : 16

Contre : 0

Abstentions : 0

**Commentaires et questions :**

*Arrivée de Mme Sadrina CHERGUI à 19h37, préalablement à la présentation de la délibération n°2026-02-09.*

*Elle participe au vote et fait valoir la procuration de Mme Mirentxu ARTOLA en sa faveur.*

*Le nombre de votants est ainsi porté à 18.*

**DÉLIBÉRATION 2026-02-09 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2026**

*Rapportrice : Fabienne RASTOLL*

Madame la Maire fait part au Conseil Municipal des demandes de subventions adressées par les associations locales (culturelles, sportives ou encore d'intérêt général) pour l'année 2026.

Chaque association a présenté, à l'appui de sa demande, un dossier comprenant notamment le compte-rendu financier de l'exercice précédent. Lors de la dernière commission « Vie associative », il a été proposé d'apporter un soutien financier aux associations comme suit :

| <b>Associations saucataises</b>                     |            |
|---|------------|
| ACCA (Chasse)                                       | 1 200,00 € |
| ACPG – CATM Saucats                                 | 300,00 €   |
| Arts Martiaux Saucatais                             | 2 000,00 € |
| Ateliers d'Arts de Saucats (AAS)                    | 1 000,00 € |
| Comité des Fêtes                                    | 3 400,00 € |
| Comité de Richemont                                 | 500,00 €   |
| DFCI  | 2 000,00 € |
| Gymnastique Volontaire                              | 1 200,00 € |
| La bande des diabolins                              | 1 500,00 € |
| Les Arts ma Muse                                    | 1 000,00 € |
| Les Flasheurs                                       | 270,00 €   |
| Les Jardins de Callune                              | 300,00 €   |
| MFC   | 600,00 €   |
| Réserve Naturelle Géologique                        | 3 000,00 € |
| Sambucus  | 900,00 €   |
| Saucadanse  | 2 500,00 € |
| Saucats au Temps Jadis                              | 140,00 €   |
| USCS Comité Directeur                               | 6 120,00 € |
| USCS Basket   | 800,00 €   |
| USCS athlétisme                                     | 480,00 €   |
| USCS Défi récré                                     | 500,00 €   |
| <b>Autres associations extérieures à la commune</b> |            |
| Entraide Montesquieu                                | 500,00 €   |
| <b>Autres demandes</b>                              |            |
| Prévention routière de Gironde                      | 150,00 €   |
| <b>TOTAL</b>  |            |
| <b>30 360,00 €</b>                                  |            |

Ces montants sont prévus à l'article 65748 du budget primitif 2026 de la commune.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** le versement des subventions comme cité ci-dessus.

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

### Commentaires et questions :

Néant

### DÉLIBÉRATION 2026-02-10 : FIXATION DU LIEU DE LA SÉANCE D'INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE L'ÉLECTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Rapportrice : Mélanie TICHANÉ

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-7 et suivants ;

#### **Considérant**

- Que le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie ;
- Toutefois que la salle du conseil municipal ne permet pas d'accueillir le public dans des conditions satisfaisantes au regard de l'affluence attendue lors de la séance d'installation du nouveau conseil municipal et de l'élection du maire et des adjoints ;
- Qu'il convient de garantir la publicité des débats et le libre accès du public à cette séance ;
- Que la salle de spectacle de la Ruche, située [adresse complète], sur le territoire communal, présente des conditions de capacité, d'accessibilité et de sécurité adaptées ;

#### **Il est proposé au Conseil municipal :**

- **De Décider** que la séance d'installation du nouveau conseil municipal et l'élection du maire et des adjoints se tiendront exceptionnellement à la salle de spectacle de la Ruche, située 1 allée Montesquieu,
- **De Préciser** que cette décision est motivée par l'insuffisance de capacité de la salle du conseil municipal pour accueillir le public dans des conditions conformes aux exigences de publicité des débats,
- **D'Indiquer** que cette disposition revêt un caractère strictement exceptionnel et limité à cette séance,
- **De Dire** qu'une information sera portée à la connaissance des habitants par les moyens de communication habituels de la commune (affichage légal, site internet, réseaux sociaux, etc.).

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **De tenir** la séance d'installation du nouveau conseil municipal ainsi que l'élection du maire et des adjoints exceptionnellement à la salle de spectacle de la Ruche, située 1 allée Montesquieu.
- ✓ **De Préciser** que cette décision est motivée par l'insuffisance de capacité de la salle du conseil municipal pour accueillir le public dans des conditions conformes aux exigences de publicité des débats,

- ✓ **D'Indiquer** que cette disposition revêt un caractère strictement exceptionnel et limité à cette séance,
- ✓ **De Dire** qu'une information sera portée à la connaissance des habitants par les moyens de communication habituels de la commune (affichage légal, site internet, réseaux sociaux, etc.).

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 0

### **Commentaires et questions :**

*Néant*

## **DÉLIBÉRATION 2026-02-11 : REMBOURSEMENT DE FRAIS AVANCÉS – RENOUELEMENT DES SERVEURS DNS – OVH**

*Rapporteur : Christian FAURE*

### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

### **Considérant**

- Que la continuité du service public impose le maintien en fonctionnement de la messagerie électronique de la commune ;
- Qu'un incident technique lié au renouvellement des serveurs DNS nécessaires à la gestion du nom de domaine et de la messagerie électronique hébergée chez OVH est intervenu ;
- Que, dans l'urgence et afin d'assurer la continuité du service, Monsieur Bernard Delteil a procédé à l'avance des frais nécessaires au renouvellement des serveurs DNS auprès du prestataire OVH ;
- Que le montant avancé s'élève à 1,22 € ;

### **Il est proposé au Conseil municipal :**

- **D'Autoriser** le remboursement à Monsieur Bernard Delteil de la somme de 1,22 € correspondant aux frais avancés pour le renouvellement des serveurs DNS auprès d'OVH ;
- **De Préciser** que la dépense sera imputée au budget communal, section de fonctionnement, au chapitre et article correspondants.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution** : Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** le remboursement à Monsieur Bernard Delteil de la somme de 1,22 € correspondant aux frais avancés pour le renouvellement des serveurs DNS auprès d'OVH ;
- ✓ **De Préciser** que la dépense sera imputée au budget communal, section de fonctionnement, au chapitre et article correspondants.

Pour : 18  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**Commentaires et questions :**

Néant

**DÉLIBÉRATION 2026-02-12 : REMBOURSEMENT DE FRAIS AVANCÉS – RENOUELEMENT DU NOM DE DOMAINE ET DE L'HÉBERGEMENT DE LA MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE**

Rapporteur : Christian FAURE

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

**Considérant**

- Que la continuité du service public impose le maintien en fonctionnement du nom de domaine de la commune et de la messagerie électronique associée ;
- Que le renouvellement du nom de domaine et de l'hébergement de la messagerie électronique auprès du prestataire OVH devait intervenir sans délai afin d'éviter une interruption de service ;
- Que, dans ce contexte et afin d'assurer la continuité du service, Monsieur Arnaud Chiomento-Darimont, Directeur Général des Services, a procédé à l'avance des frais correspondants ;
- Que le montant avancé s'élève à 58,03 € ;

**Il est proposé au Conseil municipal :**

- **D'Autoriser** le remboursement à Monsieur Arnaud Chiomento-Darimont de la somme de 58,03€ correspondant aux frais avancés pour le renouvellement du nom de domaine et de l'hébergement de la messagerie électronique auprès d'OVH ;
- **De Préciser** que la dépense sera imputée au budget communal, section de fonctionnement, au chapitre et article correspondants.

Le Conseil municipal est amené à délibérer.

**Résolution :** Après avoir entendu les explications qui précèdent, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- ✓ **D'Autoriser** le remboursement à Monsieur Arnaud Chiomento-Darimont de la somme de 58,03€ correspondant aux frais avancés pour le renouvellement du nom de domaine et de l'hébergement de la messagerie électronique auprès d'OVH ;
- ✓ **De Préciser** que la dépense sera imputée au budget communal, section de fonctionnement, au chapitre et article correspondants.

Pour : 18  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**Commentaires et questions :**

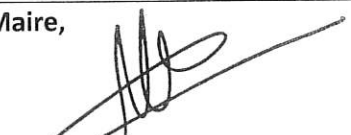

Néant

**Questions diverses :**

Néant

Fin 19h42



|   |   |
|---|---|
| <p>La Maire,</p>  <p>Mélanie TICHANÉ</p> | <p>Le secrétaire de séance,</p>  <p>Christian FAURE</p> |
|---|---|